

# **Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime**

## **Conseil d'administration**

Séance du 28 juin 2022

### **Extrait du Procès-verbal**

#### **Délibération n°82-2022 MODIFICATION DU REGLEMENT RELATIF AUX OPERATIONS A CARACTERE PAYANT**

Le 28 juin 2022, le Conseil d'administration du SDIS 17 s'est réuni au centre de commandement du Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime dans la salle Sébastien Couturier, sur convocation du président Monsieur Stéphane VILLAIN.

**Date de la convocation** : le 25 mai 2022

#### **Etaient présents :**

##### **Membres ayant voix délibérative :**

Mesdames et Messieurs : VILLAIN, ALOE, BARUSSEAU, BESSON, BLANC, CABRI, DUGUE, GRENON, GUILLEN, LABARRIERE, LIGONNIERE, PONS, SOULISSE.

Nombre de conseillers en	exercice :	22
	quorum :	12
	présents :	13

##### **Membres de droit :**

Madame : le Payeur départemental.

##### **Membres ayant voix consultative :**

Mesdames et Messieurs : le colonel hors-classe MARCAILLOU, le médecin-chef AUDFRAY, le capitaine DUMILLARD, le capitaine FAIVRE, PINAUD, la sergente-chef PRIOUR, l'adjudant-chef RUCHAUD.

##### **Assistaient également :**

Mesdames et Messieurs : les chefs de pôle et leurs adjoints, les chefs de groupement, VIC.

##### **Etaient excusés :**

Mesdames et Messieurs : le Préfet, la Directrice de cabinet de monsieur le Préfet, BARRAUD, BAUDON, BOTTON, CAMPODARVE, CHEDOUTEAUD, DE ROFFIGNAC, DESPREZ, DUCROCQ, GRAU, le Sénateur LAURENT, LIBELLI, MARCILLY, MALAGNOUX, NASSIVET, PAPINEAU, PROTEAU, QUENTIN, SUEUR, VILLAUTREIX, le lieutenant LARGE.

**MODIFICATION DU REGLEMENT RELATIF AUX OPERATIONS A CARACTERE PAYANT**

**Le Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** la délibération n°69-2021 du Conseil d'administration du 15 juin 2021 portant modification du règlement des opérations à caractère payant,

**Vu** le règlement relatif aux opérations payantes en vigueur,

**Vu** le projet de règlement relatif aux opérations payantes modifié et les conditions tarifaires associées,

**Vu** le rapport du président du Conseil d'administration,

L'article L.1424-42 du code général des collectivités territoriales dispose que, lorsque le SDIS est sollicité pour des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice de ses missions obligatoires, il peut y donner suite et demander ultérieurement aux bénéficiaires une participation aux frais, dans les conditions déterminées par délibération du CASDIS.

Par délibérations des 12 mars 2020, 30 mars 2021 et 15 juin 2021, le règlement relatif aux opérations à caractère payant a été modifié suite à l'évolution des modalités de tarification et de mise en œuvre du dispositif.

Il apparaît aujourd'hui nécessaire d'apporter de nouvelles modifications à ce règlement afin, d'une part, de retirer du règlement un certain nombre d'interventions déjà mentionnées dans une autre délibération et, d'autre part, de revoir les modalités de tarification et de réévaluation annuelle des tarifs applicables.

Concernant la nature des interventions, il convient de retirer du règlement relatif aux opérations payantes :

- Les carences ambulancières qui font l'objet d'une tarification fixée réglementairement et pour lesquelles une convention est passée avec le Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis (GHLRA) ;
- Les opérations réalisées à la demande du SAMU qui font l'objet d'une convention passée avec le centre hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis ;
- Les opérations de levée de doute (ecall, levées de doute, incendie et téléassistance de personne) suite à un revirement récent de la jurisprudence qui tend désormais à considérer que ces opérations relèvent des missions obligatoires des SDIS (Cf. arrêt de la Cour Administrative de Versailles en date du 24 février 2022, récente décision du Tribunal Administratif de Toulouse) et à la position de la Direction Générale de Sécurité Civile et de la Gestion des Crises (DGSCGC) concernant l'ecall pour les sociétés expérimentatrices du dispositif PSAP ecall.

Il convient, en outre, de revoir les modalités de tarification :

- En indexant la révision annuelle des tarifs fixés dans le précédent règlement sur l'évolution de l'indice INSEE des prix à la consommation hors tabac, base 2015, en se fondant sur le taux retenu pour les évolutions des contributions des communes et des EPCI, ce qui correspond à une augmentation de 1,8 % par rapport aux tarifs fixés en 2021 ;
- En prévoyant une tarification à l'heure pour la première heure puis à la minute au-delà, afin de prendre en compte de manière plus précise la durée des interventions réalisées puisque, jusque-là, au-delà de la première heure, la tarification s'effectuait à la demi-heure.

Ce nouveau règlement entrerait en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2022.

**Après en avoir délibéré**, le Conseil d'administration décide, à l'unanimité :

- D'approuver le nouveau règlement relatif aux opérations à caractère payant et les conditions tarifaires associées.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Président du Conseil d'administration



Stéphane VILLAIN

**Certifié, publié et exécutoire**  
**le 07/07/2022**

**C 28 06 2022 DEL 82**

Pour le Président du Conseil d'administration  
et par délégation,

**Le Directeur départemental adjoint**

  
Colonel Eric JOUANNE